

QUESTIONS—*Suite*.

M. Hughes (S.)—Le gouvernement a-t-il des informations relatives aux inondations le long du lac de l'Eturgeon, township de Verulam?—R. Informations reçues, communiquées à R. B. Rogers, ingénieur du canal de Trent, pas de rapport encore—802.

M. Hughes (S.)—Le gouvernement a-t-il construit une route au lieu de pont dans le township Carden, combien a été dépensé, combien aurait coûté le pont, va-t-on construire le pont?—R. Oui, dans la concession township Cardwell, \$13,614, le pont aurait coûté \$12,000 d'après devis, le gouvernement ne le construira pas—3471.

WILSON-BEACH, BRISE-LAMES.

M. Ganong—Dépenses faites sur la brise-lames de Wilson-Beach, date fixée pour achèvement?—R. \$31,987.06, 1900—557.

WINNIPEG, HOTEL DES POSTES.

M. Roche (W. J.)—Quel terrain a été choisi, à quel prix et par quelle entremise pour l'hôtel des postes de Winnipeg?—R. Terrain avenue du Portage, \$1,000 par pied de front, par l'entremise de Thomas Metcalf, avocat—1146.

RAPPORTS.

RAPPORT DEPOSES.

Rapport des bibliothécaires, déposé—8; Tableaux du commerce et de la navigation pour l'exercice 1902-1903—202; Rapport du ministère de l'Intérieur, 1902-1903—202; Rapport du directeur général des Postes—202; Rapport du ministère du Travail—202; Rapport du ministère des Travaux publics—203; Rapport du ministère du Commerce, 1902-1903—203; Comptes publics du Canada pour 1902-1903—203; Rapport du secrétariat d'Etat pour l'année terminée 31 décembre 1903—203; Rapport du Revenu de l'Intérieur, 1902-1903 (accise)—203; Liste du service civil pour 1903—203; Ordonnances passées par le conseil des territoires du Yukon en 1903—203; Sentence arbitrale relative à la frontière de l'Alaska—253; Rapport de l'auditeur général, 1902-1903—253; Rapport du ministère de l'Agriculture, 1902-1903—253; Rapport du ministère de la Marine et des Pêcheries, 1902-1903—303; Rapport du ministère du Revenu de l'Intérieur, 1902-1903—879; Rapport du ministère de la Justice pour 1902-1903—994; Rapport du ministère des Chemins de fer et Canaux, 1902-1903—1064; Police à cheval du Nord-Ouest—1367; Département des impressions—2205; Examens du service civil—2205; Rapport du ministère de la Milice—2879; Rapport de la Commission géologique, 1903—6230.

RESOLUTIONS PRESENTEES PAR LES DEPUTES.

AUDITION GENERALE DES FINANCES.

M. Lennox—Propose qu'il soit formé un comité spécial pour établir un nouvel Acte d'audition—3807; en suspens—3807.

RESOLUTIONS PRESENTEES PAR DES DEPUTES—*Suite*.

Discussion reprise—4331; Acte de l'audition date de 1878; présenté par sir R. Cartwright—4332; ce bill sépare l'audition de l'administration des finances—4338; dans l'esprit du législateur l'auditeur général n'est pas seulement chargé de l'apurement des comptes, il doit exercer une certaine surveillance sur l'administration de l'Exécutif en matière de finances—4333; les lacunes de l'acte d'audition se sont fait déjà sentir du temps des conservateurs—4334; le ministre des Finances est encore roi et maître avec la loi actuelle, art. 32—4335; les pouvoirs du Conseil du Trésor portent un coup fatal à l'application de l'acte—4336; la loi doit être modifiée dans une soixantaine d'articles qui devront être mis à l'étude—4338; l'auditeur général demande la création d'une cour des comptes—4339; nos dépenses ont doublé, il faut un changement, de là la résolution proposée—4339; lecture de la lettre McDougall, 9 mars 1904—4340; c'est grâce à la ténacité de l'auditeur général que le contrat Davis a été modifié et que le pays a réalisé une économie de \$750,000—4343; les dépenses du canal de Soulanges pour l'éclairage sont de \$10,000 par année et celles de Cornwall \$20,000—4347; M. Lennox proposerait bien de référer certaines questions aux tribunaux, mais il n'a plus en matières touchant à la politique autant de confiance dans les juges que du temps des conservateurs—4350; il faut plus de pouvoirs pour l'auditeur général—4350; aux Etats-Unis, il y a six auditeurs et deux contrôleurs—4351; M. Mackenzie montrait une grande répugnance pour les extras—4352.

Laurier (sir W.)—Impossible d'accéder à cette demande—4353; parce qu'une loi existe depuis 26 ans, il ne s'ensuit pas qu'elle soit démodée—4353; l'auditeur général a toujours la ressource de constituer le parlement en appel du litige élevé entre le Conseil du Trésor et lui—4354; les paiements discutés sont exécutés pour ne pas enrayer la marche de l'administration, mais le gouvernement en porte la responsabilité devant le parlement—4356; aucune pression ne s'exerce sur l'auditeur général—4355; lorsqu'un jour l'auditeur général prit sur lui de refuser les chèques pour payer l'indemnité des députés ceux-ci ne se sont pas fait faute de lui donner tort—4355; le fonctionnement des affaires publiques ne peut pas être mis à la merci d'un fonctionnaire—4355; il n'y a pas lieu de nommer le comité demandé, on ne fera pas mieux que la loi actuelle—4356; quant au contrat Davis, le contrat de 1900 a été le complément du contrat de 1896 qui était satisfaisant, voilà pourquoi il n'a pas été demandé de soumissions—4359; dans le contrat de 1900 les arrangements ont été faits avec M. Davis pour un pouvoir déterminé et les calculs ont été basés sur le prix que coûterait la production de ce pouvoir—4358; l'éclairage est compté toute l'année parce que la production coûte le même prix que la lumière brûle ou ne brûle pas—4358; le contrat a été changé en 1903 après des études évidemment inspirées par les représentations de l'auditeur général et on a trouvé le moyen de